

Premier symposium Chambre de Commerce/Banque Centrale du Luxembourg

«Le Japon est de retour»

Toyoo Gyohen, le président du «Institute for International Monetary Affairs» du Japon était l'invité hier du premier symposium organisé conjointement par la Chambre de Commerce et la Banque Centrale de Luxembourg, de concert avec l'Ambassade du Japon au Grand-Duché.

L'occasion pour un public nombreux de découvrir en détail et sans détours l'état de l'économie japonaise grâce aux explications du conférencier, qui a successivement occupé de hautes fonctions notamment au Fonds Monétaire International et de la Banque Asiatique de Développement. «Economiquement, le Japon est de retour», c'est ainsi que Pierre Gramegna, directeur de la Chambre de Commerce, a posé le cadre pour la conférence. Après une décennie morose, la croissance du PIB s'est de nouveau stabilisée autour des 2% ces dernières années. Selon Toyoo Gyo-



Pierre Gramegna, directeur de la Chambre de Commerce et ancien ambassadeur du Luxembourg au Japon, a pu hier accueillir le Gouverneur de la Banque Centrale du Luxembourg, Yves Mersch, le conférencier Toyoo Gyohen et l'ambassadeur japonais au

then, cette évolution positive repose sur quatre piliers. D'abord l'assainissement du secteur bancaire, longtemps miné par la «bubble economy» et ses prêts non-performants dont le taux a pu être réduit ces dernières années de 20 à moins de 2% du nombre total des prêts. Deuxièmement, le secteur privé a subi d'importantes réformes pour retrouver le chemin de l'efficience, de la productivité et de la rentabilité. Douleuruses, ces réformes l'ont surtout été pour les salariés, mais, comme l'a suggéré Gyóthen, c'était le prix à payer pour pouvoir renouer avec la croissance.

Troisièmement, l'économie japonaise a profité de la croissance robuste des États-Unis et de la Chine. Cela a donné un coup de fouet aux exportations nipponnes. Enfin, quatrième facteur cité par le conférencier: les efforts de réforme et de refonte des processus politiques entamés par l'ancien Premier Ministre Junichiro Koizumi. Mais de nombreux problèmes persistent pour

Grand-Duché, Kazuhito Tabebe (de g. à d.)

faire durer la croissance. Gyóthen a cité par exemple la politique monétaire. Pour contrer la déflation, le Japon a pratiqué jusqu'à récemment une politique du «taux d'intérêt zéro», surprenante pour certains observateurs internationaux. Si le but de la «Bank of Japan» était d'injecter par ce biais plus de liquidité dans le marché, la politique monétaire devient toutefois sans objet avec un taux zéro, d'autant plus que les investisseurs étrangers risquent de se désintéresser du Japon et les entreprises domestiques d'aller voir plutôt du côté de pays où ils peuvent faire fructifier davantage leurs investissements. Sous l'effet de cette politique évidemment, le yen faiblit (autour de 164 pour un euro, un haut historique), ce qui est bon pour les exportations, mais moins pour la consommation intérieure. Selon Toyoo Gyóthen, la Banque du Japon aurait compris à présent qu'il faut graduellement reve-

nir à un taux d'intérêt plus en phase avec les autres pays.

Le problème du vieillissement démographique

Le rétablissement de l'équilibre budgétaire constitue un autre grand défi pour le gouvernement japonais, qui a massivement subventionné l'économie nationale pendant les années maigres. Avec la conséquence que le pays affiche actuellement un déficit budgétaire de 6% et une dette s'élevant à 150% de son PIB. La situation la plus mauvaise parmi les pays du G7. «Des réformes sont très urgentes sur ce point», a expliqué le conférencier, toutefois optimiste que les processus d'assainissement lancés entre temps par le gouvernement pourront aboutir à l'équilibre même avant l'objectif affiché de 2013. A long terme, le principal

problème du Japon serait le ralentissement démographique. Alors que parmi les 130 millions de Japonais, le nombre des retraités augmente et celui des enfants diminue, il devient urgent, selon Gyóthen, d'instaurer davantage d'incitations pour les jeunes générations de fonder des familles et d'adapter le système de sécurité sociale à la nouvelle donne. En réfléchissant à l'augmentation de l'âge à la retraite - autour de 60 ans au Japon actuellement, aux prestations-vieillesse, à l'immigration, mais aussi à des voies pour passer davantage vers une économie des services. Au Japon, l'industrie de production tient toujours le haut du pavé. Des problèmes qui ne sont pas étrangers aux pays européens comptent aussi, a rassuré Yves Mersch lors de son intervention de clôture. En appelant le Japon à échanger des solutions avec l'UE pour les résoudre.